

RCS : DIJON
Code greffe : 2104

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de DIJON atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2019 B 00804
Numéro SIREN : 851 588 111
Nom ou dénomination : A.R.D.

Ce dépôt a été enregistré le 04/06/2020 sous le numéro de dépôt 6505

A.R.D.

Société par actions simplifiée au capital de 1 000 euros
Siège social : 18, le Gué - 21200 BOUZE-LES-BEAUNE
851 588 111 RCS DIJON

**PROCES-VERBAL DES DECISIONS
DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 14 OCTOBRE 2019**

L'an Deux Mille Dix-Neuf,

Le quatorze octobre,

A 17 heures,

Au siège social,

Monsieur Damien L'EXCELLENT, agissant en qualité de Président et associé unique de la Société A.R.D.,

A pris les décisions suivantes :

- Constatation de la réalisation de l'apport des parts sociales de la société SARL RENE L'EXCELLENT par Monsieur Damien L'EXCELLENT au profit de la Société A.R.D.,
- Augmentation de capital consécutive à cet apport,
- Modifications corrélatives des statuts,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

PREMIERE DECISION

L'associé unique, constate qu'aux termes d'un acte sous seing privé en date à BOUZE-LES-BEAUNE du 14 octobre 2019, Monsieur Damien L'EXCELLENT a apporté à la Société A.R.D., sous la condition suspensive de l'approbation définitive de l'augmentation du capital social de cette dernière par l'associé unique, TROIS MILLE CINQ CENT UNE (3 501) parts sociales lui appartenant dans le capital de la société SARL RENE L'EXCELLENT, société à responsabilité limitée au capital social de 70 000 euros, ayant son siège social à BOUZE-LES-BEAUNE (21200) - 18, le Gué, immatriculée au RCS de DIJON sous le numéro 519 296 784.

Lesdites parts ci-dessus désignées, d'une valeur nominale de DIX (10) EUROS chacune, sont évaluées à la somme de VINGT-TROIS (23) EUROS chacune, soit un apport global s'élevant à la somme de QUATRE-VINGT MILLE CINQ CENT VINGT-TROIS (80 523) EUROS.

Lequel apport est consenti et accepté moyennant l'attribution à Monsieur Damien L'EXCELLENT, apporteur, de QUATRE-VINGT MILLE CINQ CENT VINGT-TROIS (80 523) parts sociales nouvelles, de UN (1) EURO de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

DEUXIEME DECISION

En conséquence de la résolution qui précède, l'associé unique décide d'augmenter le capital social, qui s'élève à la somme de MILLE (1 000) EUROS divisé en MILLE (1 000) actions de UN (1) EURO chacune, d'une somme de QUATRE-VINGT MILLE CINQ CENT VINGT-TROIS (80 523) EUROS afin de le porter à la somme de QUATRE-VINGT-UN MILLE CINQ CENT VINGT-TROIS (81 523) EUROS au moyen de la création de QUATRE-VINGT MILLE CINQ CENT VINGT-TROIS (80 523) actions nouvelles de UN (1) EURO chacune.

Il est ainsi constaté que la première condition suspensive prévue au contrat d'apport est réalisée.

Ces QUATRE-VINGT MILLE CINQ CENT VINGT-TROIS (80 523) actions sont émises au prix unitaire de UN (1) EURO.

Ces actions nouvelles seront créées avec jouissance à compter de ce jour. Elles seront dès ce jour assimilées aux actions anciennes et soumises à toutes les dispositions des statuts sociaux.

TROISIEME DECISION

L'associé unique décide que les QUATRE-VINGT MILLE CINQ CENT VINGT-TROIS (80 523) actions nouvelles, émises en représentation de l'augmentation de capital décidée sous la résolution qui précède, seront attribuées à Monsieur Damien L'EXCELLENT, apporteur associé.

QUATRIEME DECISION

L'associé unique, en conséquence des décisions ci-avant prises, décide de modifier les articles 6 et 7 des statuts de la manière suivante :

A/ d'ajouter à l'article 6 des statuts les paragraphes rédigés de la manière suivante :

« Article 6 - Apports

(...)

Aux termes des décisions de l'associé unique en date du 14 octobre 2019, le capital social a été augmenté d'une somme QUATRE-VINGT MILLE CINQ CENT VINGT-TROIS (80 523) EUROS en rémunération de l'apport effectué par Monsieur Damien L'EXCELLENT de TROIS MILLE CINQ CENT UNE (3 501) parts sociales de la société SARL RENE L'EXCELLENT, par émission de QUATRE-VINGT MILLE CINQ CENT VINGT-TROIS (80 523) actions au nominal de UN (1) EURO.

Après réalisation de l'opération susvisée, le capital social ressort à QUATRE-VINGT-UN MILLE CINQ CENT VINGT-TROIS (81 523) EUROS, divisé en QUATRE-VINGT-UN MILLE CINQ CENT VINGT-TROIS (81 523) actions de UN (1) EURO de nominal chacune. »

B/ de modifier l'article 7 des statuts comme suit :

« Article 7 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de QUATRE-VINGT-UN MILLE CINQ CENT VINGT-TROIS (81 523) EUROS. Il est divisé en QUATRE-VINGT-UN MILLE CINQ CENT VINGT-TROIS (81 523) ACTIONS de UN (1) EURO chacune de valeur nominale, de même catégorie, entièrement souscrites et libérées. »

CINQUIEME DECISION

En conséquence des décisions précédentes, l'associé unique confère tous pouvoirs au Président à l'effet de d'accomplir toutes formalités de dépôt, de publicité et autres qu'il appartiendra.

CLOTURE

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal, qui après lecture, a été signé par l'associé unique, pour servir et valoir ce que de droit.

Monsieur Damien L'EXCELLENT



Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE
L'ENREGISTREMENT
DIJON 1

Le 11/02 2020 Dossier 2020 00013409, référence 2104P01 2020 A 01383

Enregistrement : 0 € Penalités : 0 €

Total liquidé : Zero Euro

Montant reçu : Zero Euro

L'Agent administratif des finances publiques



45, route de Verdun
BP 30314
21208 BEAUNE Cedex
Tél. 03 80 24 17 10
Fax 03 80 24 79 70
email : beaune@latitude-ec.com

SAS A.R.D.
Société par actions simplifiées
Au capital de 1 000 euros
18, le Gué
21200 BOUZE-LES-BEAUNE
851 588 111 RCS DIJON

- - = = o o O o o = - -

APPORT EN PLEINE PROPRIETE PAR MONSIEUR DAMIEN L'EXCELLENT
DE 3 501 PARTS SOCIALES DE LA SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE
« RENE L'EXCELLENT »
AU PROFIT DE LA SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEES « A.R.D. »

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS

**APPORT EN PLEINE PROPRIETE PAR MONSIEUR DAMIEN L'EXCELLENT
DE 3 501 PARTS SOCIALES DE LA SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE «
RENE L'EXCELLENT »
AU PROFIT DE LA SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEES « A.R.D. »**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS

Monsieur l'associé unique,

En exécution de la mission qui m'a été confiée par le président et unique associé de la SAS « A.R.D. » en date du 30 juillet 2019 concernant l'apport par Monsieur Damien L'EXCELLENT de 3 501 parts sociales de la SARL « RENE L'EXCELLENT » au profit de la SAS « A.R.D. », nous avons établi le présent rapport sur la valeur de l'apport prévu à l'article R.225.8 du Code de Commerce.

L'apport envisagé est décrit dans le contrat d'apport en nature signé par les représentants des sociétés concernées. Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur de l'apport n'est pas surévaluée.

A cet effet, nous avons effectué nos diligences au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes applicable à cette mission. Cette doctrine professionnelle requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur nominale des parts à émettre par la société bénéficiaire de l'apport. Notre mission prenant fin avec le dépôt du rapport, il ne nous appartient pas de mettre à jour le présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieurs à sa date de signature.

1. PRESENTATION DE L'OPERATION ET DESCRIPTION DES APPORTS

Les modalités de réalisation de l'opération, exposées de façon détaillée dans le projet de contrat d'apport, peuvent se résumer comme suit.

1.1. Contexte de l'opération

L'apport consenti par Monsieur Damien L'EXCELLENT porte sur 3 501 parts sociales de la SARL « RENE L'EXCELLENT » au profit de la SAS « A.R.D. ».

1.2. Présentation des parties en présence

Apporteur Monsieur Damien L'EXCELLENT

Monsieur Damien L'EXCELLENT demeurant 23 E, route de Bouilland-21420 SAVIGNY-LES-BEAUNE :

- Associé de la SARL « RENE L'EXCELLENT » détenant 3 501 parts sur les 7 000 parts composant le capital social.
- Associé unique de la SAS « A.R.D. » détenant 1 000 actions sur les 1 000 actions composant le capital social.

Société bénéficiaire de l'apport : SAS « A.R.D. »

« A.R.D. » est une société par actions simplifiées, au capital de 1 000 €, divisé en 1 000 actions de 1 €, intégralement libérées.

Son siège social est situé 18, le Gué - 21200 BOUZE-LES-BEAUNE. Elle est immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de Dijon sous le numéro 851 588 111.

Elle a pour objet principal :

- L'acquisition, la gestion, l'aliénation, par tout procédé, de tout type de participation dans tout type d'entreprises et de sociétés françaises ou étrangères ;
- L'acquisition, la gestion, l'aliénation, par tout procédé, de tout immeuble bâti ou non bâti et de tout droit immobilier.
- Et généralement, toutes opérations commerciales, industrielles, financières, immobilières ou mobilières pouvant se rattacher à l'objet social ou tout objet similaire ou connexe, de nature à favoriser son extension ou son développement.

Société dont les titres sont apportés

La SARL « RENE L'EXCELLENT », est une société à responsabilité limitée au capital de 70 000 €, divisé en 7 000 parts sociales de 10 euros, intégralement libérées.

Son siège social est situé le Gué - 21200 BOUZE-LES-BEAUNE. Elle est immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de Dijon sous le numéro 519 296 784.

Elle a pour objet principal :

- L'exploitation d'un fonds de maçonnerie et plus généralement de toute activité ayant un rapport avec la construction et le bâtiment ;
- La participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières et dans toutes entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

1.3. Description de l'opération et évaluation des apports

Les modalités de réalisation de l'apport peuvent se résumer comme suit :

Description de l'apport

Monsieur Damien L'EXCELLENT apporte au bénéfice de la société SAS « A.R.D. » la pleine propriété de 3 501 parts sociales, d'une valeur nominale de 10 € chacune, numérotées de 2 à 3 502, de la société SARL « RENE L'EXCELLENT ».

Origine de propriété des parts sociales, objet de l'apport

Les parts sociales, objet du contrat d'apport ont été reçues par Monsieur Damien L'EXCELLENT comme suit :

- Pour les 99 parts sociales numérotées de 2 à 100, en rémunération de son apport en numéraire lors de la constitution de la société SARL « RENE L'EXCELLENT » le 23 décembre 2009 ;
- Pour les 3 402 parts numérotées de 101 à 3 502, de Monsieur et Madame René l'EXCELLENT aux termes d'un acte de donation reçu le 27 juillet 2017 par Maître Isabelle ROUSSELIN-FUSSI, Notaire à Beaune (21200).

Caractéristiques essentielles de l'apport

L'apporteur déclare que les parts sociales sont entièrement libérées et libres de tout gage ou nantissement.

Propriété et jouissance de l'apport

La société bénéficiaire de l'apport sera propriétaire et aura la jouissance des parts sociales présentement apportées à compter du jour de la réalisation dudit apport.

Evaluation de l'apport

L'évaluation de l'apport des parts de la SARL « RENE L'EXCELLENT » a été réalisée par application des méthodes suivantes, dont il a été retenu la valorisation moyenne :

- La méthode de l'actif net réévalué (approche patrimoniale)
- La méthode de la valeur de productivité (approche par le rendement)
- La méthode de la rente du goodwill

Le résultat de l'application de ces différentes méthodes aboutit à une valeur moyenne de 167 104 €, représentant 72 % des capitaux propres du 31 décembre 2018 et fait ressortir une valeur de part à 23 €. Ainsi, les 3 501 parts de la SARL « RENE L'EXCELLENT » seront apportées pour une valeur globale de 80 523 €.

Aucun avantage particulier n'est stipulé.

Rémunération des apports

En contrepartie de l'apport des parts sociales ci-dessus désignées, évaluées globalement à la somme de 80 523 €, Monsieur Damien L'EXCELLENT recevra 80 523 actions de la SAS A.R.D. d'une valeur nominale de 1 € chacune, entièrement libérées.

2. DILIGENCES ET APPRECIATION DE LA VALEUR DES APPORTS

2.1. Diligences accomplies

Nous avons procédé aux contrôles que nous avons estimés nécessaires, conformément à la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Cette doctrine professionnelle requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur nominale des actions à émettre par la société bénéficiaire des apports.

A ce titre, nous avons notamment effectué les diligences suivantes :

- Analyse du contexte dans lequel l'entreprise évolue ; compréhension des motivations de l'opération, tant en ce qui concerne les aspects économiques qu'opérationnels ;
- Consultation des documents juridiques relatifs à cette opération ;
- Mise en œuvre de procédures analytiques sur les informations financières et comptables
- Rapprochement de la valeur estimée et contrôlée avec le juridique de l'opération (contrat d'apport, statuts, etc...) ;
- Analyse de la rémunération en contrepartie des apports en nature.

2.2. Appréciation de la méthode de valorisation des apports et sa conformité à la réglementation comptable

La méthode retenue pour l'évaluation des apports en nature n'a pas révélé d'anomalies significatives aboutissant à une surévaluation de la valeur des apports.

2.3. Réalité des apports

Un état complet des inscriptions des privilèges et nantissemements, téléchargé le 9 septembre 2019 auprès du Tribunal de Commerce de Dijon concernant la SARL « RENE L'EXCELLENT », ne fait état d'aucun nantissement ni privilège.

Nous avons contrôlé la propriété des titres apportés par Monsieur Damien L'EXCELLENT dans les statuts à jour de la société.

2.4. Appréciation de la valeur des apports

Nous estimons que la valeur globale des apports en nature estimée représente la contrepartie effective des biens et valeurs apportés à la société « A.R.D. ».

3. CONCLUSION

Sur la base de nos travaux et à la date du présent rapport, nous sommes d'avis que la valeur de l'apport s'élevant à un montant de 80 523 euros au global n'est pas surévaluée et, en conséquence, que l'actif net apporté, soit 80 523 €, est au moins égal au montant de l'augmentation de capital de la société bénéficiaire de l'apport.

Fait à Beaune, le 17 septembre 2019



Le Commissaire aux Apports

SARL LATITUDE AUDIT
Commissaire aux Comptes Inscrit
Compagnie Régionale de Dijon

Représentée par M Gérard MOUGENOT

CONTRAT D'APPORT DE PARTS SOCIALES

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Monsieur Damien L'EXCELLENT,

Né le 09 mai 1982 à BEAUNE (21),

De nationalité française,

Demeurant 23E, route de Bouilland - 21420 SAVIGNY-LES-BEAUNE,

Divorcé en premières nocces de Madame Anne-Frédérique GERARD, suivant jugement rendu par le Tribunal de Grande Instance de DIJON le 22 décembre 2017 ; Monsieur et Madame L'EXCELLENT étant auparavant mariés sous le régime légal de la communauté réduite aux acquêts, à défaut de contrat de mariage,

agissant aux présentes en son nom personnel,
en qualité de propriétaire des parts sociales, objet du présent apport,

de première part,
Ci-après dénommé « l'Apporteur »

ET

La société A.R.D.,

Société par actions simplifiée au capital de 1 000 euros,

dont le siège social est situé 18, le Gué - 21200 BOUZE-LES-BEAUNE,

immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de DIJON sous le numéro 851 588 111,

Représentée par son Président en exercice, Monsieur Damien L'EXCELLENT, dûment habilité à l'effet des présentes,

de seconde part,
Ci-après dénommée « la Société bénéficiaire ».

Les soussignés seront dénommés ensemble les « Parties » et séparément une « Partie » au corps des présentes.

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

1. Suivant acte sous seing privé en date à BOUZE-LES-BEAUNE (21200) du 23 décembre 2009, il existe une société à responsabilité limitée dénommée SARL RENE L'EXCELLENT, au capital social de 70 000 euros, divisé en 7 000 parts sociales de 10 euros chacune, numérotées de 1 à 7 000, intégralement libérées, dont le siège social a été fixé à BOUZE-LES-BEAUNE (21200) - 18, le Gué, et qui est immatriculée sous le numéro 519 296 784 au Registre du Commerce et des Sociétés de DIJON depuis le 11 janvier 2010.

Conformément à ses statuts (annexe I), la société SARL RENE L'EXCELLENT a pour objet, en France et dans tous pays :

DL

L'exploitation d'un fonds de maçonnerie et plus généralement de toute activité ayant un rapport avec la construction et le bâtiment.

La participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières et dans toutes entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

La société SARL RENE L'EXCELLENT est administrée par la gérance de Monsieur Damien L'EXCELLENT.

2. Monsieur Damien L'EXCELLENT est actuellement propriétaire de 3 501 parts sociales sur les 7 000 composant le capital social de la société SARL RENE L'EXCELLENT.

* *

*

3. Monsieur Damien L'EXCELLENT a exprimé le souhait d'apporter en nature à la société A.R.D., les 3 501 parts sociales (ci-après « les parts sociales ») qu'il détient dans le capital de la société SARL RENE L'EXCELLENT.

La Société bénéficiaire s'est déclarée intéressée par cet apport.

CECI EXPOSE, IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - APPORT DE PARTS SOCIALES

Monsieur Damien L'EXCELLENT apporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit en pareille matière, à la Société bénéficiaire, la pleine propriété de TROIS MILLE CINQ CENT UNE (3 501) parts sociales, numérotées de 2 à 3 502, lui appartenant dans le capital de la société SARL RENE L'EXCELLENT.

Le projet d'apport a été soumis, dès avant ce jour, à la collectivité des associés de la société SARL RENE L'EXCELLENT, laquelle a déclaré (**annexe II**) l'avoir pour agréable et a agréé la société A.R.D. en qualité de nouvel associé.

ARTICLE 2 - DESIGNATION DES BIENS APPORTES

Monsieur Damien L'EXCELLENT apporte à la Société bénéficiaire la pleine propriété de TROIS MILLE CINQ CENT UNE (3 501) parts sociales, d'une valeur nominale de DIX (10) EUROS chacune, numérotées de 2 à 3 502, de la société SARL RENE L'EXCELLENT.

La Société bénéficiaire déclare bien connaître la société SARL RENE L'EXCELLENT dont les parts sociales lui sont apportées.

Le présent apport est consenti net de tout passif.

ARTICLE 3 - EVALUATION DES BIENS APPORTES ET VERIFICATION

Les parts sociales ci-dessus désignées, d'une valeur nominale de DIX (10) EUROS chacune, sont évaluées par les Parties à la somme globale de QUATRE-VINGT MILLE CINQ CENT VINGT-TROIS (80 523) EUROS, soit la somme de VINGT-TROIS (23) EUROS par part sociale.

Par décision de l'associé unique de la Société bénéficiaire en date du 30 juillet 2019 (**annexe III**), la société LATITUDE AUDIT, commissaire aux comptes, a été désignée en qualité de commissaire aux apports.

Il résulte du rapport de la société LATITUDE AUDIT que l'apport objet des présentes n'est pas surévalué (**annexe IV**).

ARTICLE 4 - ORIGINE DE PROPRIETE

L'Apporteur déclare que les parts sociales présentement apportées lui appartiennent en propre et en pleine propriété pour les avoir reçues comme suit :

- pour les 99 parts sociales numérotées de 2 à 100, en rémunération de son apport lors de la constitution de la société SARL RENE L'EXCELLENT le 23 décembre 2009 ;
- pour les 3 402 parts sociales numérotées de 101 à 3 502, de Monsieur et Madame René L'EXCELLENT aux termes d'un acte de donation reçu le 27 juillet 2017 par Maître Isabelle ROUSSELIN-FUSSI, Notaire à BEAUNE (21200).

En outre, l'Apporteur déclare que les parts sociales sont entièrement libérées et libres de tout gage ou nantissement.

ARTICLE 5 - PROPRIETE - JOUISSANCE

La Société bénéficiaire de l'apport sera propriétaire et aura la jouissance des parts sociales présentement apportées à compter du jour de la réalisation de la condition suspensive stipulée à l'article 8 ci-dessous.

ARTICLE 6 - DECLARATIONS DE L'APPORTEUR

L'Apporteur déclare :

- que la société SARL RENE L'EXCELLENT n'est pas à prépondérance immobilière ;
- qu'il est de nationalité française et résident au sens de la législation fiscale ;
- que les biens présentement apportés ne font l'objet d'aucune prise de garantie de quelque nature que ce soit et qu'il n'a consenti aucune cession et/ou droits quelconques sur ceux-ci ;
- que les biens apportés, objets des présentes, lui appartiennent en pleine propriété ;
- qu'il n'est pas et n'a jamais été en état de règlement ou de redressement judiciaire, liquidation de biens ou liquidation judiciaire, de faillite personnelle ou de cessation de paiements ;
- qu'il n'est pas actuellement et ne sera pas susceptible d'être l'objet de poursuites pouvant entraîner la confiscation des biens présentement apportés.

D

ARTICLE 7 - REMUNERATION DE L'APPORT

En contrepartie de l'apport des parts sociales ci-dessus désignées, évaluées globalement à la somme de QUATRE-VINGT MILLE CINQ CENT VINGT-TROIS (80 523) EUROS, il est attribué à l'Apporteur QUATRE-VINGT MILLE CINQ CENT VINGT-TROIS (80 523) actions d'une valeur nominale de UN (1) EURO chacune, entièrement libérées, qui seront émises par la Société bénéficiaire dès la réalisation définitive de l'apport.

ARTICLE 8 - CONDITION SUSPENSIVE

L'apport, objet des présentes, ne deviendra définitif qu'après la réalisation de la condition suspensive suivante :

- l'approbation dudit apport par l'associé unique de la Société bénéficiaire de l'apport, et de la création de QUATRE-VINGT MILLE CINQ CENT VINGT-TROIS (80 523) actions nouvelles, de UN (1) EURO de valeur nominale chacune, qui seront entièrement libérées et attribuées en totalité à l'Apporteur en rémunération de l'apport objet des présentes.

La présente condition devra être réalisée au plus tard le 30 septembre 2019, faute de quoi les présentes seront nulles et non avenues, ce sans indemnité de part ni d'autre.

ARTICLE 9 - DECLARATIONS FISCALES

L'Apporteur et la Société bénéficiaire déclarent opter pour le régime spécial des plus-values prévu à l'article 150-0 B ter du Code général des impôts.

Les Parties soussignées s'engagent à respecter les dispositions de cet article et notamment l'ensemble des obligations déclaratives qu'il prévoit.

L'Apporteur et la Société bénéficiaire des apports ont été informés des sanctions applicables aux insuffisances et dissimulations et aux affirmations de sincérité frauduleuses. Elles affirment expressément sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts que le présent acte exprime l'intégralité de la rémunération des apports.

Cette somme n'est ni contredite, ni modifiée par aucune contre-lettre contenant une augmentation de la rémunération des apports.

ARTICLE 10 - DROITS D'ENREGISTREMENT

En application de l'article 810 I du Code Général des Impôts, le présent apport sera enregistré gratuitement.

ARTICLE 11 - ATTRIBUTION DE COMPETENCE

Les Parties attribuent compétence au Tribunal compétent du ressort de la Cour d'appel de DIJON pour tout litige pouvant survenir à propos ou à la suite de la signature du présent contrat d'apports.

al

ARTICLE 12 - ÉLECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution du présent contrat d'apport, les Parties font élection de domicile aux adresses indiquées en-tête des présentes.

ARTICLE 13 - FRAIS ET DROITS

Les frais, droits et honoraires des présentes ainsi que ceux qui en seront la suite ou la conséquence seront à la charge de la Société bénéficiaire du présent apport.

*

Fait à DIJON, le 14 octobre 2019, en trois exemplaires originaux.

L'Apporteur

Monsieur Damien L'EXCELLENT

La Société bénéficiaire

La société A.R.D.

représentée par Monsieur Damien L'EXCELLENT

Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE
L'ENREGISTREMENT

DIJON 1

Le 14/04 2020 Dossier 2020 00030619, référence 2104P01 2020 A 01947

Enregistrement : 125 € Penalties : 0 €

Total liquidé : Cent vingt-cinq Euros

Montant reçu : Cent vingt-cinq Euros

L'Agent administratif principal des finances publiques

Sylviane REBERT

ANNEXES

- Annexe I** Statuts et extrait Kbis à jour de la SARL RENE L'EXCELLENT
- Annexe II** Agrément de la SARL RENE L'EXCELLENT
- Annexe III** Décision de nomination du commissaire aux apports
- Annexe IV** Rapport du commissaire aux apports

En accord entre les parties, les présentes ont été reliées par le procédé ASSEMBLACT R.C. empêchant toute substitution ou addition et sont seulement signées à la dernière page.

A.R.D.

Société par actions simplifiée au capital de 81 523 euros
Siège social : 18, le Gué - 21200 BOUZE-LES-BEAUNE
851 588 111 RCS DIJON

STATUTS

*Modification des articles 6 et 7 des statuts suite aux décisions de l'associé
unique
en date du 14 octobre 2019*

Copie certifiée conforme par le Président

Monsieur Damien L'EXCELLENT



Le soussigné :

Monsieur Damien L'EXCELLENT,

Né le 09 mai 1982 à BEAUNE (21),

De nationalité française,

Demeurant 23E, route de Bouilland - 21420 SAVIGNY-LES-BEAUNE,

Divorcé en premières noces de Madame Anne-Frédérique GERARD, suivant jugement rendu par le Tribunal de Grande Instance de DIJON le 22 décembre 2017 ; Monsieur et Madame L'EXCELLENT étant auparavant mariés sous le régime légal de la communauté réduite aux acquêts, à défaut de contrat de mariage.

a établi ainsi qu'il suit les statuts de la Société par actions simplifiée qu'il institue :

Titre I - Forme - Dénomination - Objet - Siège - Durée

Article 1 - Forme

Il est formé entre les propriétaires des actions ci-après créées, et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une Société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur, notamment par les dispositions du code de commerce, ainsi que par les présents statuts.

La société fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

La société ne peut pas faire publiquement appel à l'épargne pour le placement de ses titres.

Article 2 - Dénomination

La dénomination sociale est : " **A.R.D.** ".

Tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots " Société par actions simplifiée " ou des initiales " SAS " et de l'énonciation du capital social.

Article 3 - Objet

La société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger :

- l'acquisition, la gestion, l'aliénation par tout procédé, de tout type de participation dans tout type d'entreprises et de sociétés françaises ou étrangères ;

- l'acquisition, la gestion, l'aliénation, par tout procédé, de tout immeuble bâti ou non bâti et de tout droit immobilier ;

et généralement, toutes opérations commerciales, industrielles, financières, immobilières ou mobilières pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe, de nature à favoriser son extension ou son développement.

Article 4 - Siège social

Le siège social est fixé 18, le Gué - 21200 BOUZE-LES-BEAUNE.

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département par simple décision du président, et en tout autre lieu par décision collective des associés.

Article 5 - Durée

La durée de la société est de 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

Titre II - Apports - Capital Social - Actions

Article 6 - Apports

Le soussigné fait apport en numéraire à la société d'une somme globale de MILLE EUROS (1 000 €).

Laquelle somme de MILLE EUROS (1 000 €) a été déposée, dès avant ce jour, au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation à la Banque Populaire Bourgogne Franche-Comté, en son agence sise 12, rue Gustave Eiffel à BEAUNE (21200), ainsi qu'il résulte du certificat de dépôt des fonds établi par ladite banque en date du 7 juin 2019.

Aux termes des décisions de l'associé unique en date du 14 octobre 2019, le capital social a été augmenté d'une somme QUATRE-VINGT MILLE CINQ CENT VINGT-TROIS (80 523) EUROS en rémunération de l'apport effectué par Monsieur Damien L'EXCELLENT de TROIS MILLE CINQ CENT UNE (3 501) parts sociales de la société SARL RENE L'EXCELLENT, par émission de QUATRE-VINGT MILLE CINQ CENT VINGT-TROIS (80 523) actions au nominal de UN (1) EURO.

Après réalisation de l'opération susvisée, le capital social ressort à QUATRE-VINGT-UN MILLE CINQ CENT VINGT-TROIS (81 523) EUROS, divisé en QUATRE-VINGT-UN MILLE CINQ CENT VINGT-TROIS (81 523) actions de UN (1) EURO de nominal chacune.

Article 7 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de QUATRE-VINGT-UN MILLE CINQ CENT VINGT-TROIS (81 523) EUROS. Il est divisé en QUATRE-VINGT-UN MILLE CINQ CENT VINGT-TROIS (81 523) ACTIONS de UN (1) EURO chacune de valeur nominale, de même catégorie, entièrement souscrites et libérées.

Article 8 - Modifications du capital

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti dans les conditions prévues par la loi, par décision collective des associés prise dans les conditions définies ci-après.

Les associés peuvent déléguer au président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans le délai légal, l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

En cas d'augmentation par émission d'actions à souscrire en numéraire, un droit de préférence à la souscription de ces actions est réservé aux propriétaires des actions existantes au prorata de leur participation dans le capital de la société, dans les conditions légales.

Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription. La décision d'augmentation du capital peut également supprimer ce droit préférentiel dans les conditions légales.

Article 9 - Forme des actions

Les actions sont obligatoirement nominatives.

Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur des registres tenus à cet effet par la société dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Article 10 - Indivisibilité des actions - Démembrement de propriété

10.1. Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les droits attachés aux actions indivises sont exercés par celui des indivisaires qui a été mandaté comme tel auprès de la société. La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

10.2. Le droit de vote attaché aux actions démembrées appartient au nu-propriétaire pour toutes les décisions collectives, à l'exception de celles concernant l'affectation des résultats et la distribution de dividendes où il est réservé à l'usufruitier.

Même privé du droit de vote, le nu-propriétaire a toujours le droit de participer aux décisions collectives.

Article 11 - Droits et obligations attachés aux actions

11.1. Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

11.2. Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

11.3. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des associés.

11.4. Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées, ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

11.5. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent.

Article 12 - Cession et transmission des actions

12.1. Forme

La cession des actions s'opère, à l'égard de la société et des tiers, par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est préalablement inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit "registre des mouvements de titres".

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de virement.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la société, est signé par le cédant ou son mandataire. Si les actions ne sont pas entièrement libérées, mention doit être faite de la fraction non libérée.

Les frais de transfert des actions sont à la charge des cessionnaires, sauf convention contraire entre cédants et cessionnaires.

Les actions non libérées des versements exigibles ne sont pas admises au transfert.

12.2. Cession par l'associé unique

Les cessions d'actions par l'associé unique sont libres.

12.3. Cession en cas de pluralité d'associés

Les cessions d'actions entre associés sont libres.

Les cessions d'actions au profit de tiers étrangers à la société sera soumise à l'agrément de la collectivité des associés dans les conditions suivantes :

12.3.1. La demande d'agrément du cessionnaire est notifiée à la société et à chaque associé, par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec accusé réception, indiquant les nom, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est envisagée ainsi que le prix offert et les conditions de la vente. L'agrément résulte, soit d'une notification, soit du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande.

La décision d'agrément est prise par décision collective des associés à la majorité prévue à l'article 19.3.5. ci-dessous ; le cédant prenant part au vote. Elle n'est pas motivée et, en cas de refus, ne peut jamais donner lieu à une réclamation quelconque.

Le cédant est informé de la décision, dans les 30 jours, par lettre recommandée avec accusé réception.

En cas de refus, le cédant aura 30 jours, pour faire connaître, dans la même forme, s'il renonce ou non à son projet de cession.

12.3.2. Dans le cas où le cédant ne renoncerait pas à son projet de cession, le président est tenu, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les actions, soit par des associés ou par des tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la société en vue d'une réduction du capital.

A cet effet, le président avisera les associés de la cession projetée, par lettre recommandée, en invitant chacun à lui indiquer le nombre d'actions qu'il veut acquérir.

Les offres d'achat sont adressées par les associés au président, par lettre recommandée avec accusé réception, dans les 30 jours de la notification qu'ils ont reçue. La répartition entre les associés acheteurs des actions offertes est faite par le président, proportionnellement à leur participation dans le capital et dans la limite de leurs demandes.

12.3.3. Si aucune demande d'achat n'a été adressée au président dans le délai ci-dessus, ou si les demandes ne portent pas sur la totalité des actions, le président peut faire acheter les actions disponibles par des tiers.

12.3.4. Avec l'accord du cédant, les actions peuvent également être achetées par la société, qui est alors tenue de les céder dans un délai de six mois ou de les annuler. Le président sollicite cet accord par lettre recommandée avec accusé réception à laquelle le cédant doit répondre dans les 10 jours de la réception.

En cas d'accord, le président provoque une décision collective des associés à l'effet de décider du rachat des actions par la société et de la réduction corrélative du capital social. La convocation doit intervenir suffisamment tôt pour que soit respecté le délai de trois mois ci-après.

Dans tous les cas d'achat ou de rachat visés ci-dessus, le prix des actions est fixé comme indiqué au 12.3.6. ci-après.

12.3.5. Si la totalité des actions n'a pas été achetée ou rachetée dans le délai de 3 mois à compter de la notification du refus d'agrément, le cédant peut réaliser la vente au profit du cessionnaire primitif, pour la totalité des actions cédées, nonobstant les offres d'achat partielles qui auraient pu être faites.

Ce délai de trois mois peut être prolongé par ordonnance de référé du président du tribunal de commerce, non susceptible de recours, à la demande de la société, l'associé cédant et le cessionnaire dûment appelés.

12.3.6. Dans le cas où les actions offertes sont acquises par des associés ou des tiers, le président notifie au cédant les nom, prénoms et domicile du ou des acquéreurs.

A défaut d'accord entre les parties, le prix des actions est déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Les frais d'expertise sont supportés par moitié par le vendeur et par l'acquéreur.

12.3.7. Dans les huit jours de la détermination du prix, avis est donné au cédant, par lettre recommandée avec accusé réception, d'avoir, dans les 15 jours de la réception dudit avis, à faire connaître s'il renonce à la cession ou, dans le cas contraire, à se présenter au siège social pour toucher ce prix, lequel n'est pas productif d'intérêt, ainsi que pour signer l'ordre de mouvement.

Faute pour le cédant de se présenter dans le délai de 15 jours susvisé ou d'avoir, dans ce délai, notifié à la société sa renonciation, la cession au nom du ou des acquéreurs est régularisée d'office sur instruction du président ou d'un délégué du président, avec effet à la date de cette régularisation.

12.3.8. Les dispositions du présent article sont applicables dans tous les cas de cession entre vifs, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, alors même que la cession aurait lieu par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice. Elles sont également applicables en cas d'apport en société, d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission.

Elles s'appliquent également, mutatis mutandis, à toutes les cessions de titres, droits ou valeurs mobilières composées émis par la société, pouvant donner, immédiatement ou à terme, des droits quelconques, partiels ou globaux, à une fraction du capital, aux bénéfices ou aux votes des associés de la société, ou de toutes sociétés qui viendraient à ses droits après une opération de fusion, d'apport partiel d'actif, ou opération assimilée.

12.3.9. La clause d'agrément, objet du présent article, s'applique également à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission.

Elle s'applique aussi en cas de cession du droit de souscription à une augmentation de capital en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.

Dans l'un et l'autre cas, le droit d'agrément et les conditions de rachat stipulés au présent article s'exercent sur les actions souscrites, et le délai imparti à la société pour notifier au tiers souscripteur s'il accepte ou non celui-ci comme associé est de trois mois à compter de la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital.

En cas de rachat, le prix est égal à la valeur des actions nouvelles déterminée dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

12.3.10. En cas d'attribution d'actions de la présente société, à la suite du partage d'une société tierce possédant ces actions, les attributions à des personnes n'ayant pas déjà la qualité d'associé seront soumises à l'agrément institué au présent article.

En conséquence, tout projet d'attribution à des personnes autres que des associés devra faire l'objet d'une demande d'agrément par le liquidateur de la société dans les conditions fixées au 12.3.1. ci-dessus.

A défaut de notification au liquidateur de la décision des associés, dans les trois mois de la demande d'agrément, celui-ci sera acquis.

En cas de refus d'agrément de certains attributaires, le liquidateur pourra, dans les trente jours de la notification du refus d'agrément, modifier les attributions de façon à ne faire présenter que des attributaires agréés.

Dans le cas où aucun attributaire ne serait agréé, comme dans le cas où le liquidateur n'aurait pas modifié son projet de partage dans le délai ci-dessus, les actions attribuées aux associés non agréés devront être achetées ou rachetées à la société en liquidation dans les conditions fixées sous les 12.3.2. à 12.3.4. ci-dessus. A défaut d'achat ou de rachat de la totalité des actions, objet du refus d'agrément, dans le délai fixé au 12.3.5. ci-dessus, le partage pourra être réalisé conformément au projet présenté.

Toute cession effectuée en violation des clauses ci-dessus est nulle. En outre, l'associé cédant sera tenu de céder la totalité de ses actions dans un délai de deux mois à compter de la révélation à la société de l'infraction, et ses droits non pécuniaires seront suspendus jusqu'à ce qu'il ait été procédé à ladite cession.

Titre III - Direction et contrôle de la société

Article 13 - Président

La société est dirigée, gérée et administrée par un président, personne physique ou morale, associé ou non de la société.

Lorsqu'une personne morale est nommée président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions par la collectivité des associés statuant à la majorité simple, qui peut le révoquer à tout moment dans les mêmes conditions.

La durée des fonctions du président est fixée dans la décision qui le nomme.

Le président peut démissionner à tout moment, sous réserve de prévenir les associés trois mois au moins à l'avance.

En cas de décès, démission ou empêchement du président d'exercer ses fonctions supérieur à trois mois, il est pourvu à son remplacement par la collectivité des associés.

Le président remplaçant ne demeure en fonctions que pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Le président représente la société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances ; étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le président peut consentir à tout mandataire de son choix toutes délégations de pouvoirs qu'il juge nécessaires, dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et les présents statuts.

Article 14 - Directeur général

Sur la proposition du président, les associés, à la majorité simple, peuvent nommer un ou plusieurs directeur(s) général (généraux) personne(s) physique(s) ou morale(s).

L'étendue et la durée des pouvoirs délégués au directeur général sont déterminées par les associés en accord avec le président.

Le directeur général est révocable à tout moment par le président.

En cas de décès, démission ou empêchement du président, le directeur général en fonction conserve ses fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau président.

Le directeur général dispose, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le président.

En outre, le directeur général dispose du pouvoir de représentation de la société à l'égard des tiers.

Le directeur général peut consentir à tout mandataire de son choix toutes délégations de pouvoirs qu'il juge nécessaires, dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et les présents statuts.

Article 15 - Rémunération du Président et du ou des Directeur(s) général (généraux)

La rémunération du président ainsi que celle du ou des directeur(s) général (généraux) est déterminée par les associés statuant à la majorité simple. Elle peut être fixe ou proportionnelle, ou, à la fois, fixe et proportionnelle.

Article 16 - Comité d'entreprise

Les délégués du comité d'entreprise, s'il en existe, exercent les droits qui leur sont attribués par la loi par les articles L 2323-62 à L 2323-67 du Code du travail auprès du président ou de toute personne à laquelle le président aurait délégué le pouvoir de présider le comité d'entreprise.

Article 17 - Commissaires aux comptes - Contrôle des comptes

Le contrôle de la société sera effectué dans les conditions fixées par la loi par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants désignés par décision collective des associés, lorsque cette désignation sera obligatoire pour la société.

Si cette désignation n'est pas obligatoire pour la société, les associés peuvent néanmoins désigner par décision collective un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants.

Les commissaires aux comptes titulaires et suppléants sont nommés pour une durée de six exercices.

En outre, tout associé pourra demander à la société de charger le commissaire aux comptes ou tout autre expert désigné par lui, d'accomplir toutes missions de contrôle comptable, d'audit ou d'expertise qu'il jugerait nécessaire, soit dans la société elle-même, soit dans ses filiales.

Article 18 - Conventions entre la société et les dirigeants

18.1. Le président doit aviser le commissaire aux comptes, s'il en existe un, des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du code de commerce.

Le commissaire aux comptes ou, s'il n'en a pas été désigné, le président établit un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé.

À cette fin, le président et tout intéressé doivent aviser le commissaire aux comptes des conventions intervenues, dans le délai d'un mois de la conclusion des dites conventions.

Lorsque l'exécution de conventions conclues au cours d'exercices antérieurs a été poursuivie au cours du dernier exercice, le commissaire aux comptes est informé de cette situation par le président, dans le délai d'un mois à compter de la clôture de l'exercice.

Les associés statuent chaque année sur ce rapport aux conditions des décisions ordinaires, l'associé intéressé ne participant pas au vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

18.2. Les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales ne sont soumises à aucune formalité et ne sont pas, dès lors, communiquées par le président au commissaire aux comptes, ni à tout intéressé.

18.3. Les interdictions prévues à l'article L 225-43 du code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au président et aux dirigeants de la société.

Titre IV - Décisions collectives

Article 19 - Décisions des associés

19.1. - Décisions devant être prises collectivement

Sont prises collectivement par les associés, les décisions relatives à :

- l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital,
- la fusion, la scission, l'apport partiel d'actif,
- la nomination des commissaires aux comptes,
- l'approbation des comptes annuels et affectation des bénéfices,
- la dissolution,
- la transformation en une société d'une autre forme.

A cette énumération, il convient d'ajouter :

- toutes les décisions qui requièrent l'accord unanime des associés,
- l'examen des conventions conclues entre la société et l'un des dirigeants ou certains de ses associés,
- toute décision entraînant la modification des statuts,
- l'agrément préalable de la société pour les cessions d'actions,
- le transfert du siège social en dehors du département,
- la nomination, la révocation des dirigeants ainsi que leur rémunération.

19.2. - Forme des décisions

Les décisions collectives des associés sont, au choix du président, prises en assemblée générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite.

Tous moyens de communication - visioconférence, téléphone, fax, etc - peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

19.3. - Assemblée générale

19.3.1. Convocation

L'assemblée générale est convoquée par le président.

Pendant la période de liquidation, l'assemblée est convoquée par le ou les liquidateurs.

L'assemblée générale est réunie au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

La convocation est faite 8 jours avant la date de l'assemblée, soit par lettre simple ou recommandée adressée à chaque associé, soit par télécopie, soit par e-mail ou par tous moyens permettant d'établir la preuve de la convocation.

Pour toute décision, la tenue d'une assemblée est, en outre, de droit, si la demande en est faite par un ou plusieurs associés représentant 20 % du capital social.

Dans le cas où tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sur convocation verbal et sans délai.

19.3.2. Ordre du jour

L'ordre du jour de l'assemblée est arrêté par l'auteur de la convocation.

L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour. Elle peut toutefois, en toutes circonstances, révoquer le président, un ou plusieurs dirigeants et procéder à leur remplacement.

19.3.3. Admission aux assemblées - Pouvoirs

Tout associé a le droit de participer aux assemblées générales et aux délibérations personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre de ses actions, sur simple justification de son identité, dès lors que ses titres sont inscrits en compte à son nom.

Un associé peut se faire représenter par un autre associé ou toute autre personne justifiant d'un mandat.

19.3.4. Tenue de l'Assemblée - Bureau - Procès-verbaux

Une feuille de présence est émarginée par les associés présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire.

L'assemblée est présidée par le président ou, en son absence, par un dirigeant spécialement délégué à cet effet par l'assemblée, ou par l'auteur de la convocation.

A défaut, l'assemblée élit elle-même son président.

Les délibérations des assemblées sont constatées par des procès-verbaux signés par le président et établis sur un registre spécial. Les copies et extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés par lui.

19.3.5. Quorum - Vote

Pour toutes les décisions collectives entraînant modification des présents statuts, à l'exception de celles pour lesquelles l'unanimité est exigée par la Loi, l'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins les deux tiers des actions ayant droit de vote. Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les associés présents ou représentés.

Par exception :

- l'agrément pour les cessions d'actions ne peut être prononcé qu'à la majorité des deux tiers des voix dont disposent tous les associés,

- l'exclusion d'un associé ne peut être prononcée qu'à la majorité des deux tiers de tous les autres associés.

- toutes autres décisions sont qualifiées d'ordinaires. Ces décisions sont prises à la majorité des voix exprimées.

Toutefois, l'approbation des comptes annuels, l'affectation des résultats et la nomination des commissaires aux comptes ne peuvent être décidées qu'à la majorité des voix dont disposent tous les associés.

19.4. - Consultation écrite

En cas de consultation écrite, le président adresse à chaque associé, à son dernier domicile connu, par tous moyens, le texte des résolutions, proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de 15 jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour émettre un vote par écrit, le vote étant, pour chaque résolution, formulé par les mots « oui » ou « non ».

La réponse est adressée à l'auteur de la consultation. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

Les conditions de quorum et de vote sont identiques à celles mentionnées ci-dessus lors de la tenue d'une assemblée générale.

19.5. - Acte sous seing privé

Les décisions collectives autres que celles nécessitant la réunion d'une assemblée générale peuvent également résulter d'un acte sous seing privé unanime de tous les associés.

19.6. - Droit de communication des associés

Tout associé a le droit d'obtenir, avant toute consultation, les documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le contrôle de la société.

Article 20 - Associé unique

Si la société venait à ne comporter qu'un associé, ce dernier exercera les pouvoirs dévolus aux associés lorsque les présents statuts prévoient une prise de décision collective.

Titre V - Exercice social - Comptes sociaux Affectation et répartition des bénéfices

Article 21 - Exercice social

Chaque exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Article 22 - Inventaire - Comptes annuels

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif. Il dresse également les comptes annuels conformément aux articles L 123-12 et suivants du code de commerce.

Il annexe au bilan un état des cautionnements, avals et garanties donnés par la société et un état des sûretés consenties par elle.

Il établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

Le rapport de gestion inclut, le cas échéant, le rapport sur la gestion du groupe lorsque la société doit établir et publier des comptes consolidés dans les conditions prévues par la loi.

Le cas échéant, le président établit les documents comptables prévisionnels dans les conditions prévues par la loi.

Tous ces documents sont mis à la disposition des commissaires aux comptes, s'il en existe un, dans les conditions légales et réglementaires.

Les associés approuvent les comptes après rapport du commissaire aux comptes, s'il en existe un, dans le délai de six mois à compter de la date de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice.

Article 23 - Résultats sociaux - Affectation et répartition des bénéfices

Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire. Sur ce bénéfice, la collectivité des associés détermine la part attribuée aux associés sous forme de dividende et prélève les sommes qu'il ou qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite à l'associé unique ou aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital.

La collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves, soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle. Dans ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont distribués par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par la collectivité des associés, inscrites à un compte spécial pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

Chacune des actions donnera droit au même dividende.

Article 24 - Mise en paiement des dividendes

La collectivité des associés statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté d'accorder à chaque associé pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende en numéraire ou en actions.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par la collectivité des associés.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de Justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite, s'il y a lieu, des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

La société ne peut exiger des associés aucune répétition de dividende, sauf si la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et si la société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances.

L'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

Titre VI - Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital Transformation - Dissolution - Liquidation

Article 25 - Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de consulter les associés à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de la collectivité des associés doit faire l'objet des formalités de publicité requises par les dispositions réglementaires applicables.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en Justice la dissolution de la société. Il en est de même en cas d'absence de décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, si les associés n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 26 - Transformation

La décision de transformation est prise collectivement par les associés, aux conditions de quorum et de majorité ci-avant fixées au paragraphe 19.3.5., sur le rapport des commissaires aux comptes de la société, s'il en existe un, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en Société en Nom Collectif nécessite l'accord de tous les associés ; dans ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigées.

La transformation en Société en Commandite Simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de tous les associés devenant associés commandités.

La transformation en Société à Responsabilité Limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

La transformation qui entraînerait, soit l'augmentation des engagements des associés, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des associés devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

Article 27 - Dissolution - Liquidation

Hors les cas de dissolution prévus par la loi, et sauf prorogation régulière, la dissolution de la société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou à la suite d'une décision de la collectivité des associés prise dans les conditions fixées par les présents statuts.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par la décision collective des associés.

Le liquidateur représente la société. Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le liquidateur qui est investi des pouvoirs les plus étendus. Il répartit ensuite le solde disponible.

La collectivité des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

L'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est partagé également entre toutes les actions.

Lorsque la société ne comprend qu'un associé personne morale, la dissolution pour quelque cause que ce soit, entraîne, dans les conditions prévues par la loi, la transmission du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait liquidation.

Titre VII - Dispositions diverses

Article 28 - Contestations

Toutes contestations susceptibles de surgir pendant la durée de la société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les associés, le président et la société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des Tribunaux compétents.